

Art. 9. Notre Ministre des Relations extérieures et Notre Secrétaire d'Etat à l'Agriculture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 20 novembre 1987.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Relations extérieures,
L. TINDEMANS

Le Secrétaire d'Etat à l'Agriculture,
P. DE KEERSMAEKER

Art. 9. Onze Minister van Buitenlandse Betrekkingen en Onze Staatssecretaris voor Landbouw zijn ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 20 november 1987.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Buitenlandse Betrekkingen,
L. TINDEMANS

De Staatssecretaris voor Landbouw,
P. DE KEERSMAEKER

MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE
ET DE L'ENVIRONNEMENT

F. 87 — 2180

14 OCTOBRE 1987. — Arrêté royal accordant la personnalité juridique à l'Institut d'Hygiène et d'Epidémiologie pour la gestion de son patrimoine propre

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 27 juin 1930 accordant la personnalité civile aux établissements scientifiques et artistiques dépendant du Ministère des Sciences et des Arts, notamment les articles 1er, alinéa 2, et 2;

Vu l'arrêté royal du 24 novembre 1951 portant création au sein du Ministère de la Santé publique et de la Famille, d'un Institut d'Hygiène et d'Epidémiologie, modifié par l'arrêté royal du 6 mars 1968;

Vu l'arrêté royal du 6 mars 1968 érigeant en établissement scientifique de l'Etat, l'Institut d'Hygiène et d'Epidémiologie du Ministère de la Santé publique et de la Famille, modifié par l'arrêté royal du 29 juillet 1975;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 28 mars 1986;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur proposition de Notre Ministre de la Politique scientifique et du Budget, de Notre Ministre des Finances, de Notre Ministre des Affaires sociales, de Notre Secrétaire d'Etat à la Politique scientifique, de Notre Secrétaire d'Etat à l'Environnement, de Notre Secrétaire d'Etat à la Santé publique, et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE Ier. — *Personnalité juridique*

Article 1er. L'Institut d'Hygiène et d'Epidémiologie, dénommé ci-après l'Institut, jouit de la personnalité juridique pour la gestion de son patrimoine propre.

Art. 2. Le patrimoine de l'Institut est constitué :

1° par les rémunérations et les rétributions payées pour les recherches, études, analyses, essais, contrôles ou autres services rendus à la demande d'un service public ou dans le cadre de la mission de l'Institut, en faveur de particuliers, qu'il s'agisse de personnes physiques ou de personnes morales;

2° par les dons, legs, fondations, bourses, prix ou autres libéralités quelconques, dont l'acceptation a été autorisée par le Roi, en vertu de l'article 3 de la loi du 27 juin 1930, ou qui ont été provisoirement acceptées en vertu de la loi du 12 juillet 1931 portant extension à toutes les personnes civiles du bénéfice de l'acceptation provisoire des libéralités faites par actes entre vifs;

3° par les recettes, provenant de la vente de produits, de brochures ou d'autres imprimés ou de l'aliénation de biens faisant partie du patrimoine propre à l'Institut.

MINISTERIE VAN VOLKSGEZONDHEID
EN LEEFMILIEU

N. 87 — 2180

14 OKTOBER 1987. — Koninklijk besluit waarbij de rechtspersoonlijkheid aan het Instituut voor Hygiëne en Epidemiologie voor het beheer van zijn eigen vermogen wordt verleend

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 27 juni 1930, waarbij rechtspersoonlijkheid verleend wordt aan de wetenschappelijke kunstinstellingen welke van het Ministerie van Kunsten en Wetenschappen afhangen, inzonderheid op de artikelen 1, tweede lid, en 2;

Gelet op het koninklijk besluit van 24 november 1951 houdende oprichting van een Instituut voor Hygiëne en Epidemiologie bij het Ministerie van Volksgezondheid en van het Gezin, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 6 maart 1968;

Gelet op het koninklijk besluit van 6 maart 1968 houdende oprichting van het Instituut voor Hygiëne en Epidemiologie van het Ministerie van Volksgezondheid en van het Gezin als wetenschappelijke inrichting van de Staat, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 29 juli 1975;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting gegeven op 28 maart 1986;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op voordracht van Onze Minister van Wetenschapsbeleid en Begroting, Onze Minister van Financiën, Onze Minister van Sociale Zaken, Onze Staatssecretaris voor Wetenschapsbeleid, Onze Staatssecretaris voor Leefmilieu, Onze Staatssecretaris voor Volksgezondheid, en op advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — *Rechtspersoonlijkheid*

Artikel 1. Het Instituut voor Hygiëne en Epidemiologie, hierna Instituut genoemd, geniet rechtspersoonlijkheid voor het beheer van zijn eigen vermogen.

Art. 2. Het vermogen van het Instituut wordt gevormd :

1° door de gelden en vergoedingen betaald voor onderzoeken, studies, ontleding, proeven, keuringen of andere diensten verricht op verzoek van een overheidsdienst of, binnen het raam van de opdracht van het Instituut, ten behoeve van particulieren, ongeacht of het natuurlijke dan wel rechtspersonen betreft;

2° door de giften, legaten, stichtingen, beurzen, prijzen of alle andere giften tot aanvaarding waarvan de Koning krachtens artikel 3 van de wet van 27 juni 1930 machtiging heeft verleend, of die voorlopig zijn aanvaard krachtens de wet van 12 juli 1931 betreffende de uitbreiding tot alle rechtspersonen van het voordeel van de voorlopige aanvaarding van bij akten gedane schenkingen onder levenden;

3° door de inkomsten uit verkoop van produkten, van brochures of ander drukwerk of de vervreemding van goederen behorend tot het eigen vermogen van het Instituut.

CHAPITRE II. — *Commission administrative*

Art. 3. Le patrimoine est administré par une Commission administrative composée :

1° du Chef d'Établissement, ou son suppléant, lorsque celui-ci est empêché ou que ses fonctions sont vacantes;

2° de quatre membres du personnel scientifique de l'Institut, désignés par Nous sur proposition du Conseil Scientifique de l'Institut, à savoir deux représentants du rôle linguistique français et deux représentants du rôle linguistique néerlandais.

Ces mandats sont conférés pour une période de trois ans et sont renouvelables. La personne désignée pour succéder à un membre au cours du mandat de celui-ci, achève ce mandat;

3° de quatre membres désignés par Nous parmi les personnes représentatives de la vie sociale, scientifique et économique du pays, à savoir deux francophones et deux néerlandophones. Pour chaque groupe linguistique, l'un des membres est nommé sur la proposition de Notre Ministre de qui l'Institut relève, l'autre sur la proposition de Notre Ministre (et de Notre Secrétaire d'État) qui a (ont) la Politique scientifique dans ses (leurs) attributions. Les mandats sont conférés pour trois ans renouvelables. La personne désignée pour succéder à un membre au cours du mandat de celui-ci, achève ce mandat.

Art. 4. La présidence des réunions de la Commission administrative est assurée par le chef d'établissement ou, en son absence, par son suppléant.

Art. 5. Le président peut inviter des personnes compétentes à participer, avec voie consultative, à la discussion relative à un point de l'ordre du jour d'une réunion de la Commission administrative.

Art. 6. La Commission administrative peut inviter un membre quelconque du personnel de l'Institut à assister aux réunions de la Commission administrative, pour en rédiger les procès-verbaux.

Art. 7. Le mandat de membre de la Commission administrative n'est pas rémunéré. Aux membres qui doivent exposer des frais de déplacement et de séjour pour assister aux réunions de la Commission administrative, il est alloué une indemnité calculée selon les normes réservées aux fonctionnaires généraux des administrations centrales de l'État. Pour l'application de ces dispositions, ils sont assimilés aux fonctionnaires du rang 15.

Art. 8. La Commission administrative ne peut valablement décider que si :

- 1° la majorité de ses membres est présente;
- 2° l'objet de la décision est mentionné sur l'invitation;

3° l'invitation doit être en possession des membres au moins cinq jours francs avant la réunion;

Sauf en cas d'urgence, qu'ils reconnaissent, les membres reçoivent l'ordre du jour complet cinq jours francs avant la réunion; ils ont le droit d'obtenir communication de tous les dossiers qui sont soumis à la Commission pour délibération et décision.

Art. 9. Les décisions sont prises à la majorité des voix. En cas de parité, la proposition n'est pas acceptée.

Art. 10. La Commission administrative fixe le règlement d'ordre intérieur qui détermine ses conditions de fonctionnement.

Art. 11. Les délibérations et les décisions de la Commission administrative font l'objet de procès-verbaux signés par le président et le secrétaire. Ces procès-verbaux sont inscrits dans un registre spécial. Les copies ou extraits à produire en justice ou ailleurs sont signés par le président et le secrétaire. Le président est chargé de conserver les archives.

CHAPITRE III. — *Gestion du patrimoine propre*

Art. 12. La Commission administrative fait tous les actes nécessaires à la gestion du patrimoine propre à l'Institut. L'Institut ne peut toutefois ni acquérir à titre onéreux, ni aliéner des immeubles sans l'autorisation du Ministre de qui relève l'Institut et du Ministre qui a la Politique scientifique dans ses attributions.

HOOFDSTUK II. — *Beheerscommissie*

Art. 3. Het vermogen wordt beheerd door een Beheerscommissie die bestaat uit :

1° het hoofd van de inrichting of zijn plaatsvervanger wanneer deze verhinderd is of diens ambt vacant is;

2° vier leden van het wetenschappelijk personeel verbonden aan het Instituut, door Ons aangeduid op voordracht van de Wetenschappelijke Raad van het Instituut, namelijk twee van de Franse taalrol en twee van de Nederlandse taalrol.

Deze mandaten worden verleend voor een periode van drie jaar en zijn hernieuwbaar. De persoon die wordt aangewezen om een lid in de loop van diens mandaat op te volgen voleindigt dat mandaat;

3° vier leden door Ons aangewezen onder de personen die representatief zijn voor het maatschappelijk, wetenschappelijk en economisch leven van het land, namelijk twee franstaligen en twee nederlandstaligen. Van iedere taalgroep wordt het ene lid benoemd op de voordracht van Onze Minister onder wie het Instituut ressorteert, het andere lid op de voordracht van Onze Minister (en onze Staatssecretaris) tot wiens (wier) bevoegdheid het Wetenschapsbeleid behoort. De mandaten worden verleend voor drie jaar en zijn hernieuwbaar. De persoon die wordt aangewezen om een lid in de loop van diens mandaat op te volgen voleindigt dat mandaat.

Art. 4. Het voorzitterschap van de vergaderingen van de Beheerscommissie wordt waargenomen door het hoofd van de inrichting of, bij diens ontstentenis, door zijn plaatsvervanger.

Art. 5. De voorzitter kan bevoegde personen uitnodigen om met raadgevende stem aan de bespreking van een punt van de agenda van een vergadering van de Beheerscommissie deel te nemen.

Art. 6. De Beheerscommissie mag eender welk personeelslid van het Instituut uitnodigen om de vergadering van de Beheerscommissie bij te wonen om er de notulen op te stellen.

Art. 7. Het mandaat van lid van de Beheerscommissie is onbezoldigd. De leden voor wie het bijwonen van de vergaderingen van de Beheerscommissie reis- en verblijfskosten meebrengt, wordt een vergoeding toegekend berekend volgens de normen van toepassing op de ambtenaren-generaal van de centrale rijksbesturen. Voor de toepassing van deze bepalingen worden zij gelijkgesteld met de ambtenaren van rang 15.

Art. 8. De Beheerscommissie kan slechts geldig beslissen als :

- 1° een meerderheid van haar leden aanwezig is;
- 2° het voorwerp van beslissing aangeduid is op de oproepingsbrief;

3° de uitnodiging moet ten minste vijf werkdagen vóór de vergadering in het bezit van de leden zijn;

Behoudens de gevallen van dringende noodzakelijkheid, die zij aanvaarden, ontvangen de leden vijf werkdagen vóór de vergadering de volledige agenda. Ze hebben een recht van inzage van alle dossiers die aan de beraadslaging en de beslissing van de Beheerscommissie worden voorgelegd.

Art. 9. De beslissingen worden genomen bij meerderheid van stemmen. Bij staking van stemmen is het voorstel niet aanvaard.

Art. 10. De Beheerscommissie keurt het reglement van orde goed dat zijn werkingsvoorwaarden vastlegt.

Art. 11. Van de beraadslagingen en beslissingen van de Beheerscommissie worden notulen opgemaakt, die worden ondertekend door de voorzitter en de secretaris. Deze notulen worden in een speciaal register ingeschreven. De afschriften of uittreksels die in rechte of anderszins dienen te worden aangewend worden ondertekend door de voorzitter en de secretaris. De voorzitter is belast met het bewaren van het archief.

HOOFDSTUK III. — *Beheer van het eigen vermogen*

Art. 12. De Beheerscommissie verricht alle handelingen nodig voor het beheer van het eigen vermogen van het Instituut. Zonder machtiging van de Minister waaronder het Instituut ressorteert en de Minister die Wetenschapsbeleid onder zijn bevoegdheid heeft kan het Instituut echter geen onroerende goederen onder bezwarte titel verkrijgen, noch deze vervreemden.

Art. 13. § 1er. Les recettes suivantes sont affectées :

1° les donations entre vifs ou par testament faites, par le donateur ou le testateur, dans un but déterminé, sont affectées aux dépenses nécessaires à la réalisation de ce but;

2° les subventions nationales et internationales, aux objets pour lesquels elles sont octroyées;

3° les recettes pour travaux pour tiers d'une part à la rémunération des collaborateurs engagés pour leur exécution ou leur poursuite et, d'autre part, à la couverture des frais de fonctionnement ou à des achats de services ou de biens d'équipement liés à ces travaux; dans ce cas, les contrats des collaborateurs précisent l'origine des fonds qui les financent;

4° les redevances payées par des tiers en vertu de dispositions légales ou réglementaires, pour les tâches qui doivent être effectuées en vertu de ces dispositions légales ou réglementaires.

§ 2. Il est créé des comptes de gestion distincts par activité et programme quelle que soit la provenance des recettes, afin d'assurer un contrôle comptable précis et d'apprécier quant au fond des missions et activités.

Art. 14. La gestion des recettes et des dépenses est confiée à un comptable du patrimoine propre, choisi parmi le personnel ou recruté spécialement à cette fin.

Le comptable assiste aux réunions de la Commission administrative avec voix consultative.

Aucune dépense ne peut être effectuée qu'après autorisation de la Commission administrative. Les dépenses inférieures à 100 000 F pourront toutefois être effectuées sans cette autorisation si elles ont été visées par le président. Elles doivent être signalées aux membres de la Commission administrative à la première réunion suivant la date de cette dépense.

Art. 15. Dans la mesure où le patrimoine propre permet de couvrir à la fois la charge de leur traitement et les frais de fonctionnement découlant de leur engagement, la Commission administrative peut engager sous contrat le personnel nécessaire à la mise en œuvre des missions confiées à l'Institut. En matière de traitement elle adopte les barèmes appliqués par l'Etat pour des fonctions similaires.

Art. 16. La décision de comparaître en justice dans les litiges concernant le patrimoine appartient à la Commission administrative. Elle charge le président de la Commission administrative de procéder en justice. Les procès dans lesquels l'Institut agit comme défendeur et qui sont liés au patrimoine propre sont menés par le président de la Commission administrative.

Art. 17. Chaque année, avant le 31 octobre, la Commission administrative dresse le budget des dépenses à faire à charge du patrimoine au cours de l'année suivante, ainsi que des moyens dont le patrimoine pourra disposer pour couvrir ses dépenses.

Le budget est transmis simultanément au Ministre de qui l'Institut relève, au Ministre des Finances et au Ministre de la Politique scientifique, lesquels approuvent dans les deux mois. Après l'écoulement de ce délai, on estime qu'il a été approuvé.

Art. 18. La Commission administrative dresse chaque année, avant le 31 mars, les comptes du patrimoine relatifs à l'année budgétaire précédente.

Ces comptes sont soumis à Notre approbation par Notre Ministre de qui l'Institut relève et Notre Ministre des Finances; à l'intervention de Notre Ministre des Finances, Notre Ministre dont l'Institut relève adresse les comptes à la Cour des comptes pour contrôle et visa.

A ces comptes sont joints :

1° un rapport de la Commission administrative au sujet de ses activités au cours de l'année budgétaire écoulée;

2° un état circonstancié des donations purement mobilières dont elle a bénéficié au cours de la même année budgétaire et pour l'acceptation desquelles Notre autorisation n'était pas nécessaire;

3° un état des biens de toutes natures qui font partie du patrimoine propre.

Art. 13. § 1. De hierna vermelde ontvangsten worden aangewend als volgt :

1° de schenkingen onder levenden of bij testament, met een bepaald doel door schenker of erflater gedaan, moeten aangewend worden voor de uitgaven die voor de verwezenlijking van dit doel vereist zijn;

2° de nationale en internationale toelagen voor de doeleinden waarvoor ze toegekend worden;

3° de ontvangsten voor werken voor derden enerzijds, ter bezoldiging van de medewerkers die voor de uitvoering of de voortzetting van bedoelde werken werden aangeworven en, anderzijds, ter dekking van de werkingskosten, aankopen, diensten of uitrustingskosten verbonden aan bedoelde werken; in dat geval vermelden de kontrakten van die medewerkers de herkomst van de financieringsgelden;

4° de retributies krachtens wets- of verordeningbepalingen door derden betaald voor de opdrachten welke krachtens die wets- of verordeningbepalingen moeten worden uitgevoerd.

§ 2. Afzonderlijke beheersverantwoordingen worden opgesteld voor elke activiteit en voor elk programma, ongeacht de herkomst van de ontvangsten, om een nauwkeurige boekhoudkundige controle en de beoordeling van het nut en de opdrachten en activiteiten mogelijk te maken.

Art. 14. Het beheer van de ontvangsten en uitgaven wordt toevertrouwd aan de rekenplichtige van het eigen vermogen die gekozen wordt onder het personeel of met dit doel contractueel aangeworven wordt.

De rekenplichtige woont de vergaderingen van de Beheerscommissie bij met raadgevende stem.

Voor iedere uitgave is de toelating van de Beheerscommissie vereist. De uitgaven van minder dan 100 000 F kunnen evenwel zonder deze toelating worden verricht, op voorwaarde dat ze vooraf door de voorzitter worden goedgekeurd. Zij dienen op de eerstvolgende vergadering aan de leden van de Beheerscommissie te worden medegedeeld.

Art. 15. In de mate dat het eigen vermogen het toelaat kan de Beheerscommissie personeel aanwerven op contract voor het uitvoeren van taken welke toevertrouwd worden aan het Instituut voor zover hun loon en de bijkomende werkingskosten, die uit de aanwerving van elk personeelslid volgen, ook door het eigen vermogen kunnen gedragen worden. In verband met de wedde worden dezelfde weddeschalen toegepast als door de Staat bij gelijkaardige functies.

Art. 16. De Beheerscommissie neemt de beslissing om in rechte op te treden in geschillen die betrekking hebben op het eigen vermogen. Zij belast de voorzitter van de Beheerscommissie met het voeren van het geding. De rechtsgedingen waarin het Instituut als verweerder optreedt, en die verbonden zijn aan het eigen vermogen, worden gevoerd door de voorzitter van de Beheerscommissie.

Art. 17. Ieder jaar vóór 31 oktober, stelt de Beheerscommissie de begroting vast van de uitgaven ten laste van het eigen vermogen voor het volgend begrotingsjaar, alsmede de middelen van het eigen vermogen om die uitgaven te dekken.

De begroting wordt tegelijkertijd overgemaakt aan de Minister onder wie het Instituut ressorteert, aan de Minister van Financiën en aan de Minister van Wetenschapsbeleid, die deze goedkeuren binnen de twee maanden. Eénmaal deze termijn verstreken wordt zij geacht te zijn goedgekeurd.

Art. 18. Elk jaar, vóór 31 maart, stelt de Beheerscommissie de rekeningen van het eigen vermogen van het voorgaand begrotingsjaar op.

Deze rekeningen worden aan Onze goedkeuring voorgelegd door Onze Minister onder wie het Instituut ressorteert en Onze Minister van Financiën; door bemiddeling van Onze Minister van Financiën stuurt onze Minister onder wie het Instituut ressorteert de rekeningen voor toezicht en visum naar het Rekenhof.

Bij die rekeningen wordt gevoegd :

1° een verslag van de Beheerscommissie over haar activiteiten gedurende het afgelopen begrotingsjaar;

2° een uitvoerige staat der zuiver roerende schenkingen door haar ontvangen gedurende hetzelfde begrotingsjaar en voor de aanvaarding waarvan Onze machtiging niet vereist was;

3° een staat van goederen van alle aard die deel uitmaken van het eigen vermogen.

CHAPITRE IV. — *Contrôle*

Art. 19. § 1er. Un commissaire du Gouvernement auprès du patrimoine propre à l'Institut est nommé par Nous, sur proposition de Notre Ministre de qui relève l'Institut.

La fonction de commissaire du Gouvernement est incompatible avec toute autre fonction à l'Institut.

§ 2. Le commissaire du Gouvernement veille à ce que la Commission administrative ne prenne aucune décision qui soit contraire aux lois ou aux arrêtés et règlements pris en vertu de ces lois ou qui puisse compromettre les finances du patrimoine propre.

Il peut assister à toutes les réunions de la Commission administrative, avec voix consultative.

Sauf les cas d'urgence qu'il accepte, le commissaire reçoit, cinq jours francs avant la date de la réunion, l'ordre du jour complet de celle-ci, ainsi que tous les documents relatifs aux points qui relèvent de sa compétence.

Il a le droit d'être entendu en tout temps par la Commission administrative sur des questions qui relèvent de sa compétence; il a également le droit d'obtenir communication des dossiers soumis pour ces questions aux délibérations et à la décision de la Commission administrative.

En outre, il reçoit dans les cinq jours francs copie de toutes les décisions prises par la Commission administrative, ainsi que des décisions prises en application de l'article 14, alinéa 3 sur les questions qui concernent sa compétence.

Il fait à la Commission administrative toutes les observations qu'il juge nécessaires dans le cadre de sa mission.

§ 3. Le commissaire peut introduire auprès du Ministre de qui il relève un recours contre toute décision de la Commission administrative, ainsi que contre les décisions prises en application de l'article 14, alinéa 3, qu'il estime contraire aux lois et aux arrêtés et règlements pris en vertu de ces lois ou qui pourrait compromettre les finances du patrimoine propre.

Ce recours est motivé. Il est exercé dans les cinq jours francs qui suivent la réception par le commissaire de la copie de la décision. Dans le même délai la Commission administrative est informée de ce recours. L'exécution de la décision est suspendue par le recours.

§ 4. Dans les trente jours du recours, le Ministre auprès duquel le recours a été introduit, s'il y a lieu, notifie à la Commission administrative que sa décision est contraire aux lois et aux arrêtés et règlements pris en vertu de ces lois ou pourrait compromettre les finances du patrimoine propre. Cette notification est motivée.

Dans la même notification le Ministre demande que dans les trente jours la Commission administrative soit prenne une nouvelle décision non entachée d'illegalité ou d'irrégularité, soit retire sa décision.

Si, à l'expiration de ce délai, aucune décision nouvelle n'a été prise, le Ministre prononce, dans les vingt jours, l'annulation de la décision.

La mesure prise par le Ministre est motivée et notifiée dans un délai de sept jours francs et ouvrables à la Commission administrative.

Si, dans les trente jours de l'introduction du recours, le Ministre omet de faire usage des pouvoirs que lui attribue le présent paragraphe, la décision produit ses pleins et entiers effets.

Art. 20. Le Ministre qui a le Budget dans ses attributions, désigne un délégué parmi les inspecteurs des Finances accrédités auprès du Ministre de qui relève l'Institut. Ce délégué exerce, en collaboration avec le commissaire du gouvernement, les mêmes fonctions que ce dernier, pour toutes décisions ayant une incidence sur les finances du patrimoine propre et ceci dans les mêmes conditions et selon les mêmes modalités.

CHAPITRE V. — *Dispositions finales*

Art. 21. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

HOOFDSTUK IV. — *Toezicht*

Art. 19. § 1. Op voordracht van onze Minister onder wie het Instituut ressorteert, wordt door ons een regeringscommissaris bij het eigen vermogen van het Instituut benoemd.

Het ambt van regeringscommissaris is onverenigbaar met elk ander ambt in het Instituut.

§ 2. De regeringscommissaris waakt erover dat de Beheerscommissie geen enkele beslissing neemt die strijdig zou zijn met de wetten of met de besluiten en reglementen genomen krachtens deze wetten of die de financiën van het eigen vermogen zou kunnen in gedrang brengen.

Hij kan alle vergaderingen van de Beheerscommissie bijwonen met raadgevende stem.

Behoudens de gevallen van dringende noodzakelijkheid die hij aanvaardt ontvangt de commissaris vijf werkdagen vóór de vergadering de volledige agenda van de vergadering alsmede alle bescheiden betreffende de punten die tot zijn bevoegdheid behoren.

Hij heeft steeds het recht om door de Beheerscommissie gehoord te worden voor de kwesties die tot zijn bevoegdheid behoren; hij heeft eveneens het recht inzage te krijgen van de dossiers die voor deze kwesties voorgelegd worden aan de beraadslaging en de beslissing van de Beheerscommissie.

Hij ontvangt daarenboven binnen de vijf werkdagen een afschrift van al de beslissingen genomen door de Beheerscommissie, alsmede van de beslissingen genomen met toepassing van artikel 14, derde lid over de kwesties die tot zijn bevoegdheid behoren.

Hij maakt aan de Beheerscommissie alle opmerkingen die hij noodzakelijk acht in het raam van zijn opdracht.

§ 3. De commissaris kan bij de Minister van wie hij afhangt een beroep instellen tegen elke beslissing van de Beheerscommissie, alsmede tegen de beslissingen genomen met toepassing van artikel 14, derde lid, die hij strijdig acht met de wetten en krachtens deze wetten genomen reglementen en besluiten of die de financiën van het eigen vermogen kunnen in gedrang brengen.

Dit beroep wordt met redenen omkleed. Het wordt uitgeoefend binnen de vijf werkdagen die volgen op de ontvangst door de commissaris van het afschrift van de beslissing. Van dit beroep wordt binnen dezelfde termijn kennis gegeven aan de Beheerscommissie. De uitvoering van de beslissing wordt door het beroep opgeschort.

§ 4. Binnen dertig dagen van het beroep geeft de Minister bij wie het beroep werd ingediend, indien hiertoe aanleiding bestaat, er aan de Beheerscommissie kennis van dat zijn beslissing strijdig is met de krachtens deze wetten genomen besluiten en reglementen of die de financiën van het eigen vermogen zou kunnen in gedrang brengen. Deze kennisgeving wordt met redenen omkleed.

De Minister verzoekt in dezelfde mededeling de Beheerscommissie binnen dertig dagen een nieuwe beslissing te treffen die niet onwettelijk is of onregelmatig, ofwel om de beslissing in te trekken.

Indien bij het verstrijken van deze termijn geen enkele nieuwe beslissing werd genomen, spreekt de Minister binnen twintig dagen de vernietiging uit van de beslissing.

De door de Minister genomen maatregel is met redenen omkleed en wordt binnen een termijn van zeven werkdagen ter kennis gebracht van de Beheerscommissie.

Indien de Minister nalaat, binnen dertig dagen na te instellen van het beroep, gebruik te maken van de hem bij deze paragraaf toegekende bevoegdheid, heeft de beslissing volle uitwerking.

Art. 20. De Minister die de Begroting onder zijn bevoegdheid heeft, wijst onder de inspecteurs van Financiën, gaccrediteerd bij de Minister, waaronder het Instituut ressorteert een afgevaardigde aan. Deze afgevaardigde oefent in samenwerking met de regeringscommissaris dezelfde functies uit als die laatste, voor alle beslissingen die een weerslag hebben op de financiën van het eigen vermogen en dit onder dezelfde voorwaarden en dezelfde modaliteiten.

HOOFDSTUK V. — *Slotbepalingen*

Art. 21. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 22. Notre Ministre de la Politique scientifique et du Budget, Notre Ministre des Finances, Notre Ministre des Affaires sociales, Notre Secrétaire d'Etat à la Politique scientifique, Notre Secrétaire d'Etat à l'Environnement et Notre Secrétaire d'Etat à la Santé publique sont chacun en ce qui le concerne, chargés de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 14 octobre 1987.

BAUDOIN

Par le Roi :

Le Ministre de la Politique scientifique et du Budget,
G. VERHOFSTADT

Le Ministre des Finances,
M. EYSKENS

Le Ministre des Affaires sociales,
J.-L. DEHAENE

Le Secrétaire d'Etat à la Politique scientifique,
L. BRIL

Le Secrétaire d'Etat à l'Environnement,
Mme M. SMET

Le Secrétaire d'Etat à la Santé publique,
Mme W. DEMEESTER-DE MEYER

Art. 22. Onze Minister van Wetenschapsbeleid en Begroting, Onze Minister van Financiën, Onze Minister van Sociale Zaken, Onze Staatssecretaris voor Wetenschapsbeleid, Onze Staatssecretaris voor Leefmilieu en Onze Staatssecretaris voor Volksgezondheid zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 14 oktober 1987.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Wetenschapsbeleid en Begroting,
G. VERHOFSTADT

De Minister van Financiën,
M. EYSKENS

De Minister van Sociale Zaken,
J.-L. DEHAENE

De Staatssecretaris voor Wetenschapsbeleid,
L. BRIL

De Staatssecretaris voor Leefmilieu,
Mevr. M. SMET

De Staatssecretaris voor Volksgezondheid,
Mevr. W. DEMEESTER-DE MEYER

F. 87 — 2181 (87 — 1563)

14 AOUT 1987. — Arrêté royal
relatif au plan comptable minimum normalisé des hôpitaux
Errata

Moniteur belge du 1er septembre 1987 :

A l'annexe 1 du texte français, il y a lieu de lire :

à la classe 1 :

— « 131. Réserves indisponibles » au lieu de « 130. Réserves disponibles » ;

— 14 : « Résultat reporté » au lieu de « Résultats reportés » ;

— « 164. — 169. » au lieu de « 164. » ;

à la classe 2 :

— 20. : « Frais d'établissement... » au lieu de « Frais d'établissements... » ;

— 24. : « ... et mobilier (2) » au lieu de « ... et mobilier » ;

à la classe 4 :

— « 430 à 434. » au lieu de « 430. » ;

— « 435 à 439. » au lieu de « 435. » ;

— « 488. Cautionnements » au lieu de « 482. Cautionnement » ;

à la classe 6 :

— 6010. : « Disponible ... » au lieu de « Disponible ... » ;

— « 60411/ /3 au lieu de « 60401/ /3

60412/ /3 60402/ /3

60413/ /3 60403/ /3

60414/ /3 » 60404/ /3 »

— « 6112. Services généraux extérieurs.

61120. Services de surveillance, garde et sécurité 61120/ /2 », au lieu de :

« 6112. Services généraux extérieurs 61120/ /2,

61120. Services de surveillance, garde et sécurité » ;

— « 61311 à 9. » au lieu de « 61311. » ;

— 62152. : « Autre personnel... » au lieu de « Personnel paramédical... » ;

— 63002. : « ... frais d'établissement » au lieu de « ... frais d'établissements » ;

— 6351., 6361. et 6371. : « Utilisation et reprises (-) » au lieu de « Utilisations et reprises » ;

N. 87 — 2181 (87 — 1563)

14 AUGUSTUS 1987. — Koninklijk besluit tot bepaling van de minimumindeling van het algemeen rekeningenstelsel voor de ziekenhuizen. — Errata

Belgisch Staatsblad van 1 september 1987 :

In bijlage 1 van de Franse tekst moet gelezen worden :

in klasse 1 :

— « 131. Réserves indisponibles » in plaats van « 130. Réserves disponibles » ;

— 14 : « Résultat reporté » in plaats van « Résultats reportés » ;

— « 164. — 169. » in plaats van « 164. » ;

in klasse 2 :

— 20. : « Frais d'établissement... » in plaats van « Frais d'établissements... » ;

— 24. : « ... et mobilier (2) » in plaats van « ... et mobilier » ;

in klasse 4 :

— « 430 à 434. » in plaats van « 430. » ;

— « 435 à 439. » in plaats van « 435. » ;

— « 488. Cautionnements » in plaats van « 482. Cautionnement » ;

in klasse 6 :

— 6010. : « Disponible ... » in plaats van « Disponible ... » ;

— « 60411/ /3 in plaats van « 60401/ /3

60412/ /3 60402/ /3

60413/ /3 60403/ /3

60414/ /3 » 60404/ /3 »

— « 6112. Services généraux extérieurs.

61120. Services de surveillance, garde et sécurité 61120/ /2 », in plaats van :

« 6112. Services généraux extérieurs 61120/ /2,

61120. Services de surveillance, garde et sécurité » ;

— « 61311 à 9. » in plaats van « 61311. » ;

— 62152. : « Autre personnel... » in plaats van « Personnel paramédical... » ;

— 63002. : « ... frais d'établissement » in plaats van « ... frais d'établissements » ;

— 6351., 6361. en 6371. : « ... et reprises (-) » in plaats van « ... et reprises » ;